

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 04/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALCIA (Ciments) (Usine)

Usine de Villiers au Boin
37330 VILLIERS AU BOUIN

Références : 2023/5 et VAT N°20230006
Code AIOT : 0010000648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement CALCIA (Usine) implanté à Villiers au Bouin 37330. L'inspection a été annoncée le 30/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCIA (Usine)
- Usine de Villiers au Bouin 37330
- Code AIOT : 0010000648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Calcia de Villiers au Bouin est une usine de fabrication de ciment qui dépend du groupe HEIDELBERG. Elle est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19021 du 21 juillet 2011 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de certaines prescriptions de l'APC du 03/06/2022
- Organisation des différents stockages
- Garanties financières

- Approvisionnement en eau
- Transport des déchets dangereux
- Gardiennage, contrôle des accès
- Protection contre la foudre
- Suivi de la TAR
- Surveillance, de l'impact de l'installation sur l'environnement, des rejets d'eaux pluviales et des niveaux d'émissions sonores
- Rapport d'activité de l'année 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, Chapitre 1.10 - Articles 1.10.2 et 1.10.3	/	Sans objet
8	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, Chapitre 7.3 - Art 7.3.4.4	/	Sans objet
11	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.3	/	Sans objet
13	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Utilisation de combustibles non conventionnels et de déchets	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 1.2.3 - point 4.1.1	/	Sans objet
3	Utilisation de combustibles non conventionnels et de déchets	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.6.2	/	Sans objet
4	Utilisation de combustibles non conventionnels et de déchets	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.7	/	Sans objet
5	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 4.1.1	/	Sans objet
6	Déchets produits	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 5.1.6	/	Sans objet
7	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Tour aéroréfrigérante	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.5.2.9	/	Sans objet
10	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.2	/	Sans objet
12	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Utilisation de combustibles non conventionnels et de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 1.2.3 - point 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de combustibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les farines animales, les boues de station d'épuration et les semences déclassées sont stockées dans un silo [...]. Il ne peut y avoir qu'un seul déchet dans le silo. Le vide doit être effectué dans le silo avant toute incorporation d'un nouveau déchet. La quantité stockée dans le silo est au maximum de 110 t (220 m3).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Il n'y a pas de boues de station d'épuration stockées sur le site. L'exploitant a précisé que l'utilisation des boues de station d'épuration, en tant que combustible de substitution, remontait à plus de 15 ans. Concernant les semences déclassées, elles ne sont pas encore utilisées sur site. L'exploitant a précisé que les premiers essais d'utilisation étaient prévus en 2023. Sur l'écran de pilotage de l'installation, en salle de contrôle, le volume indiqué pour le silo est de 200 m3. Au jour de l'inspection, d'après les informations figurant sur l'écran précité, le silo était vide.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 1.10.2 et 1.10.3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 139 700 € TTC. Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 précité en prenant en compte un indice TP01 de 727,943 (mars 2020) et un taux de TVA de 20 %. Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site. Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté (APC du 3/06/2022) , l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis au préfet, dans les 6 mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral du 3/06/2022, le document attestant de la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'il avait demandé l'acte de cautionnement, que le document lui avait été communiqué par voie électronique, mais qu'il ne parvenait pas à ouvrir le fichier correspondant à ce document. L'inspection rappelle à l'exploitant que le document à transmettre au préfet doit être un document original.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Utilisation de combustibles non conventionnels et de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des CSR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage des CSR se fait dans les bennes dans lesquelles ils sont transportés ; il n'y a pas de reconditionnement sur site. Le stockage des CSR s'effectue au moyen de 10 bennes de 100 m3 au maximum, réparties comme suit : 2 bennes en place et 8 bennes en attente parkées sur une aire d'attente dédiée.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le jour de l'inspection il a été constaté la présence de : - 5 bennes de CSR en attente d'utilisation (pleines) sur un emplacement dédié dans la cour du site ; - 1 benne de CSR à quai (en place) ; Les bennes présentes ont chacune un volume de 100 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Utilisation de combustibles non conventionnels et de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des pneumatiques usagés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de stockage des pneumatiques usagés doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété et de la tour à cyclone située en amont du four. Cette zone est découpée en deux cellules séparées par un mur de 5 mètres de hauteur. La capacité de stockage de cette zone est de 240 tonnes. La surface de cette zone est inférieure à 1000 m2. Une zone de transport des pneumatiques usagés jusqu'à leur introduction dans le four est créée entre cette zone de stockage et la tour à cyclone.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Il n'y a pas de stockage de pneumatiques usagés sur le site, et l'exploitant a précisé que ce type de stockage n'était pas envisagé à court terme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'eau consommée sur le site pour les besoins industriels (eau d'appoint des systèmes de refroidissement en circuit fermé) est pompée dans "La Fare". Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées mensuellement et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'eau utilisée sur le site pour les besoins industriels provient des eaux pluviales collectées sur le site, et d'un pompage dans le cours d'eau " La Fare" pour les appoints. La station de pompage dans "La Fare" est constituée de 3 pompes, 1 pour l'usine, 1 pour la carrière et 1 de secours. Un compteur totalisateur est présent sur chacun des 2 circuits, usine et carrière. L'exploitant a précisé que les poteaux incendie étaient alimentés par l'eau prélevée dans "La Fare", 1 seul poteau est alimenté par le réseau AEP. L'exploitant suit ses consommations d'eau. Après le pic de consommation de l'année 2019 qui a atteint 75247 m3, la consommation redescend progressivement du fait du plan d'actions engagé, et a été de 39051 m3 en 2022. Le plan d'actions contient un programme de recherche et de réparation de fuites, ainsi que des messages passés au personnel au travers des panneaux électroniques d'information présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déchets produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Transport des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement [...].
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les bordereaux de suivi de déchets sont gérés par le service achats. L'exploitant dispose d'un registre informatisé de suivi des déchets dangereux. Ce registre a été présenté lors de l'inspection. En 2022, 224 tonnes de déchets dangereux ont été éliminés. Parmi ces 224 tonnes sont identifiés : 105 tonnes de briques (briques du four remplacées lors du grand entretien) et 100 tonnes de ferrailles (maintenance des installations). Le BSD N°S101 - E0236840 du 11/08/2021 a été examiné aléatoirement. Ce bordereau, émis par la cimenterie le 11/08/2021, porte sur 8 fûts de graisse pâteuse, pour une quantité estimée à 2,2 tonnes. Les déchets correspondants identifiés par le code 12.01.12* ont été collectés par la société Chimirec (86) le 11/08/2021, réceptionnés et éliminés le 9/11/21 par cette même société.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.1.1
Thème(s) : Autre, Gardiennage et contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'effectif total du site est de 80 personnes. 40 à 50 personnes sont présentes sur le site en permanence, dont 8 en carrière. Il existe un guichet à l'entrée du site destiné à l'accueil des transporteurs (pas de poste de garde). Le guichet est ouvert de 05h30 à 19h00 et fermé en dehors de ces horaires. L'exploitant a précisé que le guichetier veillait également à la fermeture du portail donnant accès à la carrière (le travail sur la carrière s'arrête à 13 h00). Pour le recensement des personnes présentes à l'intérieur de l'établissement, chaque chef de secteur gère son effectif. Pour les visiteurs il existe un cahier de pointage à l'entrée des locaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications des installations de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle annuelle est réalisée par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par un compteur de coups de foudre conforme au guide UTE C 17-106. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés sera réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci sera réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p>Constats : Les observations visées dans le rapport DEKRA correspondant à la visite du 6/01/2022 de vérification des installations de protection contre la foudre, n'ont pas été levées dans le délai de 1 mois.</p>
<p>Observations : Il existe une notice de vérification des installations de protection foudre (réalisée en même temps que l'étude technique). 14 compteurs de coup de foudre sont présents sur le site. Il n'y a pas eu d'impact de foudre enregistré en 2022 (1 fusible changé sur 1 parafoudre). Les 2 derniers rapports de vérification des installations de protection foudre ont été examinés. En 2020 : Rapport DEKRA du 23/12/2020 correspondant à une visite des 10 et 11 novembre 2020 (vérification complète) qui indique que l'installation de protection contre la foudre présente quelques dégradations reprises au travers de 6 observations : résistance de terre trop élevée (3 observations), un paratonnerre hors service (1 observation) et une protection mécanique détériorée (1 observation). En 2021 : Rapport DEKRA faisant suite à une visite (vérification visuelle) du 6/01/2022 (initialement prévue en 12/2021). Le rapport fait état de 2 remarques : une protection mécanique détériorée et un paratonnerre hors service au bâtiment technique (même remarque qu'en 2020). La visite 2021 ayant été réalisée en début d'année 2022 l'exploitant a confirmé qu'une seconde visite serait réalisée en fin d'année 2022. Concernant le parafoudre hors service l'exploitant a précisé que les travaux étaient programmés mais non encore réalisés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Tour aéroréfrigérante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.5.2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : <ul style="list-style-type: none">- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration 1 000 unités formant colonies par litre d'eau en Legionella specie ;- les actions correctives prises ou envisagées ;- les effets mesurés des améliorations réalisées. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : IL existe sur le site une seule TAR mise en service en 1998. La bilan de l'année 2021 pour le suivi des TAR a été envoyé à l'inspection des installations classées par un courrier du 13/04/2022. Ce bilan ne met en avant aucun dépassement du seuil de 1000 UFC/L sur les 12 prélèvements réalisés. L'exploitant a par ailleurs précisé que les résultats de ces analyses étaient saisis sous GIDAF et qu'une information de l'inspection des installations classées était prévue dans le cas d'une concentration mesurée supérieure à 100 000 UFC/L. En 2022 un dépassement du seuil de 1000 UFC /L a été mesuré le 13/09/2022 du fait d'une rupture d'approvisionnement du produit de traitement. Suite à ce dépassement un traitement de choc est intervenu et les mesures qui ont suivi sont repassées sous le seuil de 1000 UFC/L (557 UFC/L le 14/10/22). Concernant la légionellose, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait jamais eu de cas déclaré parmi son personnel et qu'à sa connaissance aucun cas n'avait été déclaré dans les environs proches du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Programme de surveillance de l'impact au voisinage de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article Art 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines, les furannes et les métaux. Il détermine la concentration de ces polluants dans l'environnement selon une fréquence au moins annuelle. Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant [...].
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a mis en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement. Le dispositif en place est constitué de 3 stations de prise d'échantillons (bio-accumulateurs mousses terrestres (Bryophytes) : 2 stations sous les vents dominants et une station témoin. Les paramètres analysés (4 analyses par an) à partir des échantillons prélevés sont les dioxines et furannes ainsi que les métaux. Les analyses sont réalisées par la laboratoire BIOTOX de Talence. Lors de la CSSE qui se tient annuellement (dernière le 07/12/2022 après-midi) les résultats obtenus sont présentés. L'exploitant a précisé que depuis l'année 2019 il observait une élévation de la concentration mesurée en arsenic, sans qu'il soit avancé de cause particulière à ce phénomène (en 2021 la concentration mesurée en As était plus importante sur la station témoin que sur les 2 autres stations influencées par l'usine) .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.3			
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets d'eaux pluviales			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales. Les prélèvements d'eaux sont réalisés dans le bassin de récupération et de décantation des eaux pluviales visé à l'article 4.3.2. du présent arrêté. Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées par le présent arrêté d'autorisation.</p>			
Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Conditions de la mesure
pH, DCO, DBO5, MES, métaux, phénols, HC totaux, température	Ponctuel	Annuelle	Par organisme extérieur (suivant méthode normalisée)
Le rejet ne peut intervenir que si les valeurs limites fixées à l'article 4.3.3. du présent arrêté sont respectées			
<p>Constats : Les mesures ponctuelles du 26/07/2022 réalisées dans le bassin de récupération/décantation des eaux pluviales ne comportent pas l'ensemble des paramètres prescrits : il manque la mesure du pH et des MES.</p>			
<p>Observations : L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de rejet des eaux pluviales à l'extérieur du site. Les dernières mesures réalisées le 26/07/2022 dans le bassin de récupération /décantation des eaux pluviales ont été examinées : prélèvement par LPI (Les Préleveurs Indépendants) et analyses par la Société Eurofins. De cet examen il ressort que les paramètres pH et MES n'ont pas été mesurés. L'exploitant a précisé qu'un nouveau prélèvement avait eu lieu le 18/11/2022, qu'il ne disposait pas encore des résultats, mais que les paramètres pH et MES figuraient bien sur la facture de ce prélèvement qu'il avait réceptionné.</p>			
Type de suites proposées : Susceptible de suites			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 12 : Programme de surveillance des niveaux d'émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux d'émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Indépendamment des contrôles que l'inspection des installations classées pourra demander, l'exploitant devra faire réaliser, à ses frais, tous les trois ans, aux emplacements précisés à l'article 6.2.3. du présent arrêté, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures des niveaux d'émission sonore seront communiqués à l'inspecteur des installations classées dans les meilleurs délais.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les dernières mesures de la situation acoustique de l'usine ont été réalisées en janvier 2020. Ces mesures avaient mis en avant plusieurs dépassement des valeurs limites prescrites en plusieurs points autour du site. Suite à l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé en septembre 2021, les valeurs en limite de site ont été modifiées. L'exploitant a précisé qu'une nouvelle mesure de la situation acoustique de l'usine était prévue en 2023 afin de vérifier le respect des valeurs limites. A réception par ses soins de la mesure acoustique précitée (mesure à réaliser en janvier 2023), l'exploitant devra communiquer dans les meilleurs délais à l'inspection de installations classés le rapport correspondant à cette mesure. Plus globalement l'exploitant a indiqué que des études étaient en cours pour identifier et réduire les sources de bruit du site. Il a ajouté qu'aucune plainte pour bruit n'avait été déposée en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Rapport d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux points a et b de l'article 9.4.2. ci-dessus ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport de synthèse précisera également le pourcentage de contribution thermique (pourcentage de l'énergie entrant apporté par la co-incinération de farines animales). Le rapport d'activité de l'année N - 1 est transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.
Constats : La synthèse des résultats portant sur le volet "rejets gazeux" (mesures en continu et mesures ponctuelles) du rapport d'activité de l'année 2021 est incomplète. Pour la mesure en continu il manque le paramètre CO et pour les rejets ponctuels il manque le paramètre débit (sur les 4 conduits) et le paramètre CO sur le conduit n°1 (four de clinkérisation et broyeur à cru).
Observations : Seul le volet "Rejets gazeux" du rapport d'activité de l'année 2021, transmis par courrier du 3 mars 2022, a été vérifié. Le contrôle a consisté à vérifier que toutes les mesures de surveillance de l'air prescrites étaient bien transposées dans la synthèse annuelle. De cet examen il ressort que : <ul style="list-style-type: none">- pour la synthèse des mesures en continu des rejets atmosphériques le paramètre CO ne figure pas alors que ce paramètre est mesuré en continu (l'exploitant a indiqué que le CO ne figurait pas puisqu'il ne faisait pas l'objet d'une valeur limite d'émission). Les paramètres O2 et vapeur d'eau ne sont pas non plus indiqués mais l'exploitant a justifié ce point en précisant que les résultats étaient rapportés aux conditions normales de température et de pression sur gaz sec (273 °K, 103,3 KPa) avec une teneur en oxygène de 10 %.- pour la synthèse des mesures ponctuelles, les mesures du débit (dans les 4 conduits) ainsi que du CO (dans le conduit n°1), n'apparaissent pas alors que ces mesures sont bien réalisées par le laboratoire qui intervient ponctuellement (DEKRA).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet